
Quatrième session, trentième Législature

Fourth Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 28

Bill No. 28

Loi du ministère de la population
et de l'immigration

Population and Immigration
Department Act

Première lecture

First reading

MME BACON

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet remplace la Loi du ministère de l'immigration et constitue le nouveau ministère de la population et de l'immigration.

La section I traite de l'organisation du ministère.

La section II définit les pouvoirs et devoirs du ministre de la population et de l'immigration. Celui-ci sera chargé de l'application des lois sur l'immigration. Il établira, de concert avec le ministre des affaires intergouvernementales, des bureaux d'immigration à l'extérieur du Québec. Il proposera au gouvernement des objectifs démographiques ainsi que des politiques relatives aux immigrants et aux ressortissants étrangers.

Le ministre maintiendra un système central d'enregistrement et de conservation des actes de l'état civil et un système de collecte de données sociales. Il effectuera des études et recherches sur la répartition des différents éléments de la population, leur contribution et leur intégration à la société.

EXPLANATORY NOTES

This bill replaces the Immigration Department Act and creates the new Department of Population and Immigration.

Division I deals with the organization of the Department.

Division II defines the powers and duties of the Minister of Population and Immigration, who will be responsible for the administration of the laws on immigration. In cooperation with the Minister of Intergovernmental Affairs, he will establish immigration offices outside Québec. He will propose demographic objectives to the government, as well as policies concerning immigrants and foreign nationals.

The Minister will keep a central registration and filing system of acts of civil status and a social data collection system. He will carry on studies and research on the distribution of the various elements of the population, and on their contribution to and integration into society.

Projet de loi n° 28

Loi du ministère de la population et de l'immigration

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

ORGANISATION DU MINISTÈRE

1. Le ministre de la population et de l'immigration, ci-après désigné sous le nom de « ministre », est chargé de la direction et de l'administration du ministère de la population et de l'immigration.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre de la population et de l'immigration, ci-après désigné sous le nom de « sous-ministre ».

3. Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance du personnel du ministère; il en administre les affaires courantes et exerce les autres fonctions qui lui sont assignées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre; son autorité est celle du chef de ministère et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort du ministère.

5. Les autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du

Bill No. 28

Population and Immigration Department Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

ORGANIZATION OF THE DEPARTMENT

1. The Minister of Population and Immigration, hereinafter called the "Minister", has the direction and administration of the Department of Population and Immigration.

2. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a Deputy Minister of Population and Immigration, hereinafter called the "Deputy Minister".

3. Under the direction of the Minister, the Deputy Minister has the supervision of the personnel of the Department; he manages its day-to-day business and exercises the other functions assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council.

4. The orders of the Deputy Minister shall be carried out in the same manner as those of the Minister; his authority is that of the head of the Department and his official signature gives force and authority to any document within the jurisdiction of the Department.

5. The other functionaries and employees necessary for the proper admin-

ministère sont nommés et rémunérés conformément à la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

6. Les devoirs des membres du personnel du ministère non expressément définis par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil sont déterminés par le ministre.

7. Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère ni ne peut être attribué au ministre s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou par un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le document est contresigné par une personne autorisée par le ministre.

8. Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère, certifiée conforme par le ministre ou le sous-ministre, est authentique et a la même valeur que l'original.

9. Le ministre doit soumettre à l'Assemblée nationale un rapport détaillé de son activité pour chaque année financière; ce rapport est soumis dans les six mois qui suivent la fin de chaque année ou, si l'Assemblée n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.

SECTION II

FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS DU MINISTRE

10. Le ministre est chargé de l'application des lois relatives aux immigrants

administration of the Department are appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

6. The duties of the personnel of the Department not expressly defined by law or by the Lieutenant-Governor in Council are determined by the Minister.

7. No deed, document or writing shall bind the Department or be attributed to the Minister unless it is signed by him, by the Deputy Minister or by a functionary, and only, as regards the latter, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Gazette officielle du Québec*.

The Lieutenant-Governor in Council may, however, upon the conditions he fixes, allow the required signature to be affixed by means of an automatic device to such documents as he determines.

The Lieutenant-Governor in Council may also allow a facsimile of the required signature to be engraved, lithographed or printed on such documents as he determines; in such case, the facsimile has the same force as the signature itself if the document is countersigned by a person authorized by the Minister.

8. Any copy of a document forming part of the records of the Department, certified true by the Minister or by the Deputy Minister, is authentic and has the same force as the original.

9. The Minister shall submit to the National Assembly a detailed report of his activities for each fiscal year; such report shall be submitted within six months after the end of each fiscal year or, if the Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day during which it sits following the expiry of such delay.

DIVISION II

FUNCTIONS AND RESPONSIBILITIES OF THE MINISTER

10. The Minister is responsible for the administration of the laws concerning im-

et aux ressortissants étrangers qui s'établissent temporairement au Québec à un titre autre que celui de représentant d'un gouvernement étranger ou de fonctionnaire international.

11. Le ministre, de concert avec le ministre des affaires intergouvernementales, établit des bureaux d'immigration à l'extérieur du Québec et participe à l'affectation dans ces bureaux de fonctionnaires et employés de son ministère, notamment de conseillers à l'immigration, dont il détermine les fonctions et responsabilités.

12. Le ministre favorise la conservation des coutumes ethniques.

13. Le ministre a pour fonctions d'élaborer et de proposer au gouvernement :

a) des objectifs démographiques portant notamment sur le volume, le taux de croissance, la structure, la qualité et la répartition territoriale de la population;

b) des politiques relatives aux immigrants et aux ressortissants étrangers qui s'établissent temporairement au Québec à un titre autre que celui de représentant d'un gouvernement étranger ou de fonctionnaire international, en ce qui concerne le recrutement, la sélection, l'établissement et l'intégration de ces personnes.

14. Le ministre maintient un système central d'enregistrement et de conservation des actes de l'état civil et un système de collecte de données sociales; il compile, pour fins démographiques et scientifiques, les données sur les naissances, les adoptions, les mariages, les divorces, les nullités de mariage, les décès, ainsi que sur les mouvements de population à l'intérieur du Québec, les personnes qui s'établissent au Québec et celles qui le quittent.

15. Le ministre effectue des études et recherches sur la répartition des différents éléments de la population, sur la contribution et l'intégration à la société de toutes les ressources humaines, notamment les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les immigrants ainsi que sur les moyens de faciliter cette contribution et cette intégration.

migrants and foreign nationals temporarily settled in Québec in a capacity other than representative of a foreign government or international civil servant.

11. The Minister, in cooperation with the Minister of Intergovernmental Affairs, shall establish immigration offices outside Québec and participate in the assignment to such offices of functionaries and employees of his Department, particularly of immigration counsellors, whose functions and responsibilities shall be determined by him.

12. The Minister shall promote the preservation of ethnic customs.

13. The functions of the Minister are to devise and propose to the government :

(a) demographic objectives, with regard in particular to the size, rate of increase, structure, characteristics and territorial distribution of the population;

(b) policies concerning immigrants and foreign nationals temporarily settled in Québec in a capacity other than representative of a foreign government or international civil servant, in regard to the recruitment, selection, settlement and integration of such persons.

14. The Minister shall keep a central registration and filing system of acts of civil status and a social data collection system; he shall compile, for demographic and scientific purposes, the data on births, adoptions, marriages, divorces, marriage annulments and deaths as well as population movements within Québec and arrivals in and departures from Québec.

15. The Minister shall carry on studies and research on the distribution of the various elements of the population, and on the contribution to and integration into society of all the human resources, in particular, of women, the youth, the aged and immigrants, as well as means to facilitate such contribution and integration.

16. Le ministre effectue des études et recherches sur la présence francophone au Québec ou dans certaines parties du Québec et sur les tendances de l'évolution prévisible dans ce domaine.

17. Le ministre peut, conformément à la loi, conclure tout accord avec le gouvernement du Canada et tout organisme de celui-ci ainsi qu'avec tout autre gouvernement ou organisme, conformément aux intérêts et aux droits du Québec, pour faciliter l'exécution de la présente loi.

SECTION III

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

18. L'article 4 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1964, chapitre 9), modifié par l'article 19 du chapitre 16 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 4 du chapitre 23 et l'article 17 du chapitre 72 des lois de 1966/1967, par l'article 18 du chapitre 68 des lois de 1968, par l'article 13 du chapitre 14, l'article 7 du chapitre 26 et l'article 13 du chapitre 65 des lois de 1969, par l'article 12 du chapitre 42 des lois de 1970, par l'article 1 du chapitre 10 des lois de 1971, par l'article 13 du chapitre 54 des lois de 1972, par l'article 23 du chapitre 22 et l'article 13 du chapitre 27 des lois de 1973, par l'article 9 du chapitre 76 des lois de 1975 et par l'article 35 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 1*) des lois de 1976, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 22° par le suivant :

« 22° Un ministre de la population et de l'immigration; ».

19. L'article 1 de la Loi des ministères (Statuts refondus, 1964, chapitre 15), modifié par l'article 20 du chapitre 16 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 5 du chapitre 23 et l'article 18 du chapitre 72 des lois de 1966/1967, par l'article 19 du chapitre 68 des lois de 1968, par l'article 16 du chapitre 14, l'article 9 du chapitre 26 et l'article 14 du chapitre 65 des lois de 1969, par l'article 13 du chapitre 42 des lois de 1970, par l'article 14 du chapitre 54 des lois de 1972, par l'article 24 du chapitre 22 et l'article 14 du chapitre 27 des

16. The Minister shall carry on studies and research on the francophone presence in Québec or in certain parts of Québec and on the foreseeable trends in that regard.

17. The Minister may make, in accordance with the law, any agreement with the Government of Canada and any body thereof and with any other government or body, in conformity with the interests and rights of Québec, to facilitate the carrying out of this act.

DIVISION III

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

18. Section 4 of the Executive Power Act (Revised Statutes, 1964, chapter 9), amended by section 19 of chapter 16 of the statutes of 1965 (1st session), by section 4 of chapter 23 and section 17 of chapter 72 of the statutes of 1966/1967, by section 18 of chapter 68 of the statutes of 1968, by section 13 of chapter 14, section 7 of chapter 26 and section 13 of chapter 65 of the statutes of 1969, by section 12 of chapter 42 of the statutes of 1970, by section 1 of chapter 10 of the statutes of 1971, by section 13 of chapter 54 of the statutes of 1972, by section 23 of chapter 22 and section 13 of chapter 27 of the statutes of 1973, by section 9 of chapter 76 of the statutes of 1975 and by section 35 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 1*) of the statutes of 1976, is again amended by replacing paragraph 22 by the following:

"(22) A Minister of Population and Immigration;".

19. Section 1 of the Government Departments Act (Revised Statutes, 1964, chapter 15), amended by section 20 of chapter 16 of the statutes of 1965 (1st session), by section 5 of chapter 23 and section 18 of chapter 72 of the statutes of 1966/1967, by section 19 of chapter 68 of the statutes of 1968, by section 16 of chapter 14, section 9 of chapter 26 and section 14 of chapter 65 of the statutes of 1969, by section 13 of chapter 42 of the statutes of 1970, by section 14 of chapter 54 of the statutes of 1972, by

lois de 1973, par l'article 10 du chapitre 76 des lois de 1975 et par l'article 36 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 1*) des lois de 1976, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 22° par le suivant :

« 22° Le ministère de la population et de l'immigration, dirigé par le ministre de la population et de l'immigration; ».

20. La présente loi remplace la Loi du ministère de l'immigration (1968, chapitre 68).

21. À compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les fonctionnaires et employés du ministère de l'immigration deviennent fonctionnaires et employés du ministère de la population et de l'immigration.

22. Les crédits accordés aux fins du ministère de l'immigration sont dévolus au ministère de la population et de l'immigration.

23. Sont mutés au ministère de la population et de l'immigration les membres du personnel des autres ministères dont les fonctions principales correspondent à celles attribuées par la présente loi au ministre; les crédits appropriés sont également dévolus au ministre suivant que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

24. Dans les lois et proclamations ainsi que dans les arrêtés en conseil, contrats ou documents, les expressions « ministre de l'immigration », « ministère de l'immigration » et « sous-ministre de l'immigration » s'entendent respectivement du ministre, du ministère et du sous-ministre de la population et de l'immigration.

25. L'article 14 entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

26. Sous réserve de la disposition prévue à l'article 25, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

section 24 of chapter 22 and section 14 of chapter 27 of the statutes of 1973, by section 10 of chapter 76 of the statutes of 1975 and by section 36 of chapter (*insert here chapter number of Bill No. 1*) of the statutes of 1976, is again amended by replacing paragraph 22 by the following: “(22) The Department of Population and Immigration, presided over by the Minister of Population and Immigration;”.

20. This act replaces the Immigration Department Act (1968, chapter 68).

21. From the date of the coming into force of this act, the functionaries and employees of the Department of Immigration become functionaries and employees of the Department of Population and Immigration.

22. The appropriations granted for the purposes of the department of Immigration devolve to the Department of Population and Immigration.

23. The members of the personnel of the other departments whose main functions correspond to those conferred on the Minister by this act are transferred to the Department of Population and Immigration; related appropriations also devolve to the Minister to the extent determined by the Lieutenant-Governor in Council.

24. In any act, proclamation, order in council, contract or document, the expressions “Minister of Immigration”, “Department of Immigration” and “Deputy Minister of Immigration” mean, respectively, the Minister, the Department or the Deputy Minister of Population and Immigration.

25. Section 14 shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

26. Subject to section 25, this act shall come into force on the day of its sanction.